

**Le Conseil de développement
économique des municipalités
bilingues du Manitoba inc.**

États financiers
31 mars 2016

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba inc.

Table des matières

31 mars 2016

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	2
États financiers	
Bilan	3
État des résultats et de l'évolution de l'actif net	4
État des flux de trésorerie	5
Notes afférentes aux états financiers	6-13



**CSTP CHARTERED ACCOUNTANT
COMPTABLE AGRÉÉE**

P.O. Box 7 GRP 559 RR5 WINNIPEG, MB R2C 2Z2
TEL./FAX. 204.222.0036 C.F.L.L. 204.801.1082
EMAIL: CSTPCA@PMTS.NET

Le 19 septembre 2016

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres et au conseil d'administration de
Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de **Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2016, et l'état des résultats et de l'évolution des actifs nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mon audit sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.** au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2016, conformément aux Normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada.

**CSTP CHARTERED ACCOUNTANT-
COMPTABLE AGRÉÉE**

Winnipeg (Manitoba)

**Le Conseil de développement économique
des municipalités bilingues du Manitoba Inc.**

Bilan

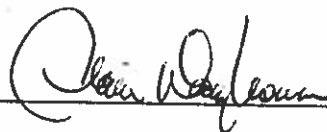
Au 31 mars 2016

				31 mars 2016	31 mars 2015
	Fonds général \$	Fonds d'investissement \$	Fonds des Immobilisations \$	Total \$	Total \$
ACTIF					
Encaisse	-	360 365	-	360 365	316 436
Subventions à recevoir	419 686	-	-	419 686	309 153
Comptes à recevoir	2 182	2 421	-	4 603	3 203
TPS à recevoir	28 176	-	-	28 176	22 950
Frais payés d'avance	6 515	-	-	6 515	4 552
Placements (note 3)	-	220 658	-	220 658	211 530
Prêts aux petites entreprises (note 4)	-	216 188	-	216 188	158 394
Parts de surplus					
Caisse Groupe Financier Ltée.	1 706	18 302	-	20 008	20 008
Immobilisations (note 5)	-	-	17 453	17 453	22 170
	458 265	817 934	17 453	1 293 652	1 068 396
PASSIF ET ACTIF NET					
Passif					
Avances bancaires (note 6)	318 342	-	-	318 342	162 723
Comptes à payer et dettes courues	6 943	1 004	-	7 947	16 594
Revenus reportés (note 8)	124 378	-	-	124 378	142 836
Apports reportés afférents aux immobilisations (note 7)	-	-	11 678	11 678	13 476
Dettes à long terme (note 9)	-	216 188	-	216 188	184 887
	449 663	217 192	11 678	678 533	520 516
Actif Net					
Fonds général (note 2)	8 602	-	-	8 602	6 114
Fonds d'investissement (note 2)	-	600 742	-	600 742	519 320
Fonds de réserve (note 2)	-	-	-	-	13 752
Fonds des immobilisations (note 11)	-	-	5 775	5 775	8 694
	8 602	600 742	5 775	615 119	547 880
	458 265	817 934	17 453	1 293 652	1 068 396

Approuvé au nom du conseil d'administration :



Président



Trésorier

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

État des résultats et de l'évolution de l'actif net

31 mars 2016

					2016	2015
	Fonds général \$	Fonds d'investissement \$	Fonds des immobilisations \$	Fonds de réserve	Total \$	Total \$
Revenus						
Accords de contributions et						
Diversification de l'économie de						
l'Ouest Canada	545 000	-	-	-	545 000	545 000
Service Canada	545 000	-	-	-	545 000	520 000
Patrimoine canadien	165 000	-	-	-	165 000	165 000
Projets (note 14)	1 426 136	-	-	-	1 426 136	1 291 517
Intérêts	-	14 372	-	-	14 372	23 023
Amortissement des apports reportés aux immobilisations	-	-	1 798	-	1 798	1 796
Divers (note 15)	116 697	-	-	-	116 697	84 827
	2 797 833	14 372	1 798	-	2 814 003	2 631 163
Dépenses						
Salaires et bénéfices	1 317 468	-	-	-	1 317 468	1 266 871
Frais professionnels et consultants	730 415	3 678	-	-	734 093	625 867
Loyer et entretien des locaux	191 916	-	-	-	191 916	190 287
Publicité et marketing	143 690	-	-	-	143 690	145 438
Mauvaises créances (recouvrement)	-	(77 003)	-	-	(77 003)	73 967
Kilométrages, repas et frais de voyages	245 452	-	-	-	245 452	202 690
Divers (note 15)	106 279	-	-	-	106 279	85 998
Frais de bureau	50 439	-	-	-	50 439	51 910
Intérêts sur dette à long terme	-	6 272	-	-	6 272	15 540
Télécommunications	16 874	-	-	-	16 874	20 017
Assurances	5 037	-	-	-	5 037	4 631
Amortissement	-	-	4 717	-	4 717	4 951
Frais de poste et livraison	647	-	-	-	647	3 294
Frais bancaires et intérêts	880	3	-	-	883	2 609
	2 809 097	(67 050)	4 717	-	2 746 764	2 694 070
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses	(11 264)	81 422	(2 919)	-	67 239	(62 907)
Actif net au début de l'exercice	6 114	519 320	8 694	13 752	547 880	610 787
Transfert du fonds de réserve (note 2)	13 752	-	-	(13 752)	-	-
Actif net à la fin de l'exercice	8 602	600 742	5 775	-	615 119	547 880

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

**Le Conseil de développement économique
des municipalités bilingues du Manitoba Inc.**

État des flux de trésorerie

31 mars 2016

	2016 \$	2015 \$
Activités liées au fonctionnement		
Contributions gouvernementales	2 483 086	2 326 304
Contributions non-gouvernementales	69 059	209 002
Argent reçu des clients et commandites	116 978	116 089
Argent payé aux fournisseurs et aux employés	(2 749 641)	(2 628 870)
Intérêts sur dépôts à terme	6 639	11 032
Intérêts sur dette à long terme	(8 244)	(19 018)
	<u>(82 123)</u>	<u>14 539</u>
Activités liées au financement		
Prêt à long terme déboursé	100,000	-
Repaiement de la dette à long terme	(68 699)	(108 918)
	<u>31 301</u>	<u>(108 918)</u>
Activités liées aux investissements		
Prêts aux petites entreprises	(51 740)	25 466
Placements	(9 128)	92 314
Achats d'immobilisations	-	(1 733)
	<u>(60 868)</u>	<u>116 047</u>
Augmentation (diminution) de l'encaisse pour l'exercice	<u>(111 690)</u>	<u>21 668</u>
Encaisse au début de l'exercice	<u>173 721</u>	<u>152 053</u>
Encaisse à la fin de l'exercice	<u>62 031</u>	<u>173 721</u>
Représenté par:		
Encaisse - Fonds d'investissements	360 365	316 436
Parts de surplus	20 008	20 008
Avances bancaires - Fonds général	(318 342)	(162 723)
	<u>62 031</u>	<u>173 721</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2016

1 Constitution

La société fut constituée comme société sans capital-actions et à but non-lucratif en vertu de la loi sur les corporations du Manitoba. Elle débuta ses activités en janvier 1996.

La société a comme mission de stimuler, encourager, appuyer et coordonner le développement économique dans les communautés de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba ("AMBM").

La société est exempte d'impôt sous l'article 149 (1)(l) de la loi d'impôt sur le revenu.

2 Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

a) Comptabilité par fonds

Les revenus et les dépenses afférentes à la prestation de services et à l'administration sont présentés dans le *fonds général*.

Les revenus d'intérêts, les revenus, les dépenses ainsi que les gains et pertes sur les ressources du fonds d'investissement sont présentés dans le *fonds d'investissement*. Les revenus tirés de ressources du fonds d'investissement sont grevés d'affectations externes.

Le *fonds des immobilisations* présente les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses afférents aux immobilisations.

Le *fonds de réserve* avait été établi avec des ressources que la société avait mis de côté afin d'aider à financer certains projets. Le fonds de réserve a été transféré au fonds général cette année. Le fonds est grevé d'affectations internes.

b) Constatation des revenus

La société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports affectés tels que les subventions des pouvoirs publics et les revenus d'intérêts du fonds d'investissements sont constatés à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Le solde des subventions reçues est reporté aux années futures comme revenus reportés sur le bilan.

Les apports affectés à l'achat d'immobilisations sont constatés comme revenu selon la même méthode que celle suivie pour l'amortissement des immobilisations acquises. Les fractions non-amorties des subventions reçues désignées à l'acquisition des immobilisations sont reportées aux années futures comme apports affectés afférents aux immobilisations sur le bilan.

Les apports non affectés tels que les intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2016

2 Principales méthodes comptables *(suivi)*

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux annuels suivants :

Améliorations locatives	10 ans
Mobilier et équipements	10 ans
Équipement informatique	3 ans

d) Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur au moment de leur acquisition ou de leur émission.

Au cours des périodes ultérieures, les instruments de capitaux propres négociés sur un marché actif sont comptabilisés à leur juste valeur, tout gain ou toute perte non réalisé étant comptabilisé dans l'état de résultats. Tous les autres instruments financiers sont comptabilisés au coût ou au coût après amortissement diminué de toute perte de valeur.

Les actifs financiers sont soumis à un test de dépréciation lorsque des changements de situation indiquent que l'actif pourrait s'être déprécié.

Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition, à la sortie ou à l'émission des instruments financiers sont passés en charges dans le cas des éléments qui sont réévalués à la juste valeur à la date de chaque état de la situation financière et ils sont imputés aux instruments financiers dans le cas de ceux qui sont évalué au cours après amortissement.

e) Trésorerie et les équivalents de trésorerie

La politique de la société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant l'encaisse, les avances bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les parts de surplus. De plus, les dépôts à terme du fonds d'investissements détenus comme sécurité contre la dette à long-terme ne sont pas inclus dans la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

f) Recours à des estimations

La préparation d'états financiers, selon les normes comptables pour organismes sans but lucratif du Canada, exige que la direction établisse des estimations et formule des hypothèses à l'égard des montants d'actif et de passif portés au bilan et des éléments de l'actif et du passif éventuels à la date du bilan ainsi que des montants de revenus et de dépenses imputés au cours de l'exercice couvert par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2016

2 Principales méthodes comptables (suivi)

g) Fonds d'investissement

Le fonds d'investissement est un fonds d'affectation externe. Il fut établi par des contributions de 500 000 \$ de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada ('DÉO'). Ce fonds a pour bût de fournir des prêts aux petites entreprises dans les communautés de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba et dans les autres communautés francophones.

L'accord du 15 septembre 1998 relatif au fonds d'investissement a pris fin le 31 mars 2011.

Ayant reçu l'assurance de la société que les fonds continueraient d'être utilisés selon l'usage auquel ils étaient originellement destinés, DÉO a décidé de laisser la gestion des fonds aux soins de la société.

3 Placements

Les placements comprennent des dépôts à terme détenus à la Caisse Groupe Financier Ltée. portant intérêts à des taux de 3,0 % à 4,75 %.

Ces dépôts à terme viennent à échéance comme suit mais sont encaissables en tout temps sans pénalité:

	\$
Exercice terminé le 31 mars 2018	15 319
2020	105 339
2021	25 000
2023	75 000
	<u>220 658</u>

4 Prêts aux petites entreprises

Les prêts aux petites entreprises varient de 13 301 \$ à 75 000 \$. Ils portent intérêts à des taux de 5,0 % à 6,75 % et sont remboursables sur une période de 5 à 7 ans. Au 31 mars 2016 la société a jugé nécessaire d'établir une provision pour créances douteuses de 20 000 \$ par rapport à une lettre de garantie (46 494 \$ au 31 mars 2015). La réduction dans la provision résulte d'un prêt douteux qui a été biffé cette année.

	31 mars 2016 \$	31 mars 2015 \$
Prêts aux petites entreprises	236 188	204 887
Moins: Provision pour créances douteuses	<u>(20 000)</u>	<u>(46 494)</u>
	<u>216 188</u>	<u>158 393</u>

**Le Conseil de développement économique
des municipalités bilingues du Manitoba Inc.**

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2016

5 Immobilisations

	31 mars 2016			31 mars 2015		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Améliorations locatives	40 725	40 725	-	40 725	40 725	-
Mobilier et équipements	161 328	145 491	15 837	161 328	142 852	18 476
Équipement informatique	9 371	7 755	1 616	9 371	5 677	3 694
	<u>211 424</u>	<u>193 971</u>	<u>17 453</u>	<u>211 424</u>	<u>189 254</u>	<u>22 170</u>

6 Avances bancaires

La société a une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux de base de l'institution financière plus 1,5 % (4,55 % au 31 mars 2016). Un contrat de sûreté en premier rang sur tout l'actif de la société a été grevé en garantie de la marge de crédit.

7 Apports reportés afférents aux immobilisations

Les apports reportés afférents aux immobilisations présentés comprennent les fractions non-amorties des subventions reçues ayant servi à l'acquisition des immobilisations.

L'évolution des apports reportés afférents aux immobilisations est comme suit :

	31 mars 2016 \$	31 mars 2015 \$
Solde, au début de l'exercice	13 476	15 272
Subventions reçues ayant servi à l'acquisition d'immobilisations	-	-
Montant amortis dans les résultats	<u>(1 798)</u>	<u>(1 796)</u>
Solde, à la fin de l'exercice	<u>11 678</u>	<u>13 476</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2016

8 Revenus reportés

Les revenus reportés de la société comprennent les fractions des fonds reçus pour les projets non-complétés au cours de l'exercice considérés et destinés à couvrir les charges de projets durant l'exercice subséquent.

	Revenus reportés au 31 mars 2015 \$	Montants reçus et à recevoir \$	Revenus reconnus \$	Revenus reportés au 31 mars 2016 \$
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	45 417	499 583	(545 000)	-
Revenus divers (note 15)	17 606	114 604	(116 697)	15 513
Autres projets (note 14)	53 580	103 640	(82 491)	74 729
Jeunes Entreprises Manitoba	-	15 000	(15 000)	-
Caisse Groupe Financier Ltée. - projets jeunes entreprises	-	20 000	(14 286)	5 714
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes - industrie culturelle	15 878	-	(12 700)	3 178
Bureau de l'éducation française du Manitoba - jeunesse	-	5 000	(5 000)	-
Caisse Groupe Financier Ltée. - projets coops	8 060	-	(3 075)	4 985
Division scolaire franco-manitobaine - programme des métiers	2 295	-	(2 036)	259
Division scolaire franco-manitobaine - E-index	-	20 000	-	20 000
	<u>142 836</u>	<u>777 827</u>	<u>(796 285)</u>	<u>124 378</u>

9 Dette à long-terme

La dette à long-terme comprend les emprunts de la Caisse Groupe Financier Ltée. portant intérêts à des taux de 5,0 % à 6,75 % remboursables en versements mensuels de 4 345 \$ comprenant le capital et les intérêts et remboursable sur une période de 5 à 7 ans. Les placements de la société sont grevés en garantie des emprunts.

10 Engagements

Les engagements minimaux pour les prochains cinq ans en vertu de baux pour locaux renouvelé jusqu'en juin 2020 et en vertu de baux d'équipements se terminant en novembre et décembre 2018 se répartissent comme suit :

	Locaux \$	Équipements \$	Total \$
Exercice se terminant le 31 mars 2017	190 287	16 914	207 201
2018	190 287	16 914	207 201
2019	190 287	12 686	202 973
2020	190 287	-	190 287
2021	47 572	-	47 572

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2016

11 Fonds des immobilisations

	31 mars 2016 \$	31 mars 2015 \$
Immobilisations	17 453	22 170
Moins: Apports reportés	(11 678)	(13 476)
Fonds des immobilisations	<u>5 775</u>	<u>8 694</u>

12 Gestion du capital

Le capital de la société est constitué de ses actifs nets. Les objectifs de la société en ce qui a trait à la gestion de son capital consistent à assurer la continuité de l'exploitation afin de s'acquitter de sa mission. La société gère la structure de son capital en établissant et en surveillant ses budgets annuels de manière qu'il soit maintenu à un niveau satisfaisant. Comme organisme sans but lucratif, la société est dépendante des revenus annuels de subventions. Depuis la période précédente, il n'y eu aucun changement à ce que la société considère comme faisant partie de son capital.

13 Exposition et gestion des risques reliés aux instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers de la société l'exposent à divers risques dans le cours normal de ses activités. La société s'est donnée pour objectif de maximiser son profil risque-rendement, à l'intérieur des limites établies, en appliquant des stratégies, des politiques et des procédures de gestion du risque à l'ensemble de ses activités. L'analyse qui suit permet d'évaluer ces risques au 31 mars 2016.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la société subisse des pertes en raison de l'incapacité de ses débiteurs de remplir leurs obligations contractuelles. Les instruments financiers susceptibles d'exposer la société à de fortes concentrations de risques de crédit sont principalement les prêts aux petites entreprises, les subventions et comptes à recevoir. Le risque de crédit est élevé par rapport aux prêts aux petites entreprises vu qu'ils sont souvent des prêts à plus haut risque. Toutefois, le risque à la société par rapports aux subventions et comptes à recevoir n'est pas considéré important puisque les créances sont réparties parmi une vaste clientèle et les paiements sont normalement perçus en temps opportun. 20 000 \$ des montants à recevoir reliés au fonds d'investissement au 31 mars 2016 ont été jugé comme étant des créances douteuses. La société effectue, de façon continue, des suivis auprès de ses clients.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance. La société maintient son fonds de roulement à un niveau convenable qui lui permet de remplir toutes ses obligations en temps opportun.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2016

13 Exposition et gestion des risques reliés aux instruments financiers (suivi)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou l'encaisse future d'un instrument financier varie en raison d'une fluctuation des taux d'intérêts commerciaux. La société est exposée au risque de taux d'intérêt puisque les placements portent intérêt à des taux fixes, la marge de crédit porte intérêt à un taux variable et la dette à long terme à des taux fixes. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la société à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou l'encaisse future d'un instrument financier varie en raison d'une fluctuation aux taux de change. La société n'est pas exposée au risque de change du fait que tous ses instruments financiers sont libellés en dollars canadiens et que le nombre de transactions effectuées en devises étrangères est minime.

14 Revenus - Projets

Le détail des revenus pour les projets spéciaux réalisés durant l'exercice est comme suit :

	2016 \$	2015 \$
Revenus		
Diversification économique de l'Ouest - Eco Ouest - projets verts	312 590	338 820
Citoyenneté et Immigration Canada	189 720	185 897
Service Canada - Premier Choix	183 813	196 022
Secrétariat du tourisme Manitoba	171 882	172 100
Secrétariat d'Infrastructures Canada-Manitoba - développement économique	158 483	157 416
Green Manitoba - Eco-Ouest	100 535	-
Autres projets	82 491	56 762
Stratégie du Manitoba en faveur des coopératives	66 405	65 798
RDEE Canada - Eco-Ouest	33 146	-
Gestion des ressources hydriques Manitoba - Eco-Ouest	25 000	-
Association of Manitoba Municipalities - Eco-Ouest	25 000	-
Industrie Canada - projet biomasse	24 974	-
Jeunes Entreprises Manitoba	15 000	15 000
Caisse Groupe Financier Ltée. - projet jeunes entreprises	14 286	21 273
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes - industrie culturelle	12 700	5 779
Bureau de l'éducation française du Manitoba - projet jeunes entreprises	5 000	9 000
Caisse Groupe Financier Ltée. - projet coops	3 075	4 744
Division scolaire franco manitobaine - projet des métiers	2 036	8 317
Province du Manitoba - WRAPP	-	21 098
Logement et développement communautaire du Manitoba	-	33 491
	1 426 136	1 291 517

**Le Conseil de développement économique
des municipalités bilingues du Manitoba Inc.**

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2016

15 Divers – Revenus et dépenses

Le détail des revenus divers et des dépenses diverses de l'exercice est comme suit :

	2016	2015
	\$	\$
Revenus		
Divers - locations, photocopies, etc.	60 491	51 080
Omnium de golf	42 950	27 505
Fosse aux lions	7 943	794
Comité social	5 313	5 448
	<u>116 697</u>	<u>84 827</u>
Dépenses		
Eco-Ouest - Société de développement économique de la Colombie Britannique	32 500	-
Omnium de golf	26 454	26 482
Divers - items promotionnels, cadeaux, pourboires, etc.	21 255	21 792
Fosse aux lions	17 192	5 451
Comité social	5 279	5 422
Premier Choix	2 695	-
Projet Tourisme	904	1 783
Projet de compostage	-	21 097
Colloque RDEE	-	2 254
Projets Coop	-	1 717
	<u>106 279</u>	<u>85 998</u>

